

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



NOTES POUR UNE ALLOCUTION  
DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT  
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
L'HONORABLE MARK MACGUIGAN,  
À LA  
CONFÉRENCE AMÉRICAINNE-EUROPÉENNE  
DE FRIEDRICH NAUMANN STIFTING,  
PONTA DELGADA, SAO MIGUEL,  
ACORES,  
LE 4 SEPTEMBRE 1982

---

"L'AMÉRIQUE DU NORD ET L'EUROPE  
DANS LES RELATIONS NORD-SUD"

---

(TRADUCTION)

Notre conférence a pour terme le libéralisme en Europe et en Amérique du Nord face aux défis des années 80. Le sujet qu'on m'a demandé de traiter est celui de l'Amérique du Nord et de l'Europe dans les relations Nord-Sud et ce, à titre de conférencier "américain". Si peu de mots ont rarement suscité chez moi autant de réactions.

Chaque fois qu'on demandait à feu Lester Pearson s'il était Américain, ce dernier avait l'habitude de répondre que oui, il était Canadien. Un autre de nos hommes politiques a déjà affirmé que les Américains étaient nos meilleurs amis, que nous aimions ça ou non. Soit dit en passant, ce n'était pas un Libéral. Ce que je veux souligner, c'est que s'il existe une identité et une vision européennes distinctes, la contrepartie est moins vraie pour l'hémisphère occidental. Pour un Canadien, un Américain est simplement un citoyen des États-Unis. D'ailleurs, je n'aurais pas la présomption de parler au nom des États-Unis et, à vrai dire, je ne serais pas tenté de le faire étant donné les différences fondamentales d'approche de nos deux gouvernements sur bon nombre des questions Nord-Sud, l'exemple le plus notable à cet égard étant sans doute le droit de la mer.

Ce que je puis vous offrir, ce sont uniquement certaines opinions personnelles qui, du moins je l'espère, représentent assez bien les attitudes canadiennes, sur les thèmes à l'étude - sur la nature du libéralisme et son approche des défis, sur les problèmes qui nous attendent aux plans intérieurs et mondiaux et tout particulièrement sur l'attitude que nous devrions avoir face à l'actuelle impasse Nord-Sud.

Les libéraux n'ont pas de réponse toute faite et tranchée à ces questions. Même l'Encyclopédie Britannica amorce son article sur notre mouvement en indiquant que le libéralisme ne se prête pas à une définition facile. Par ailleurs, je suis assez satisfait de la définition que donne le dictionnaire Webster du mot libéral. Issu d'une expression latine signifiant une activité "propre à un homme libre", voisin du mot "croître" en vieil anglais et du mot grec signifiant "libre"; ce mot est utilisé pour désigner un parti politique associé aux idéaux de la liberté individuelle, d'une plus grande participation individuelle au gouvernement et de l'esprit de réforme constitutionnelle, politique et administrative".

Les racines du libéralisme remontent à Socrate et aux prophètes de l'Ancien Testament - Isaïe en fournit même une définition fonctionnelle, à savoir qu'on reconnaît un libéral à ses œuvres libérales. La pensée libérale a toujours été au cœur même de la civilisation européenne.

Il est difficile, à la lumière de ce qui précède, d'accorder trop de créance aux innombrables articles qui sont parus au fil des ans - depuis au moins un siècle, je crois bien - annonçant le déclin et la mort du libéralisme. Nous ne pouvons qu'emprunter à Mark Twain et répondre à ceux qui nous posent la question que les rapports faisant état de notre décès sont nettement exagérés. Même Sir Wilfrid Laurier, le premier chef de gouvernement du Canada d'ascendance française et l'un de nos plus grands hommes d'état confiait à son caucus en 1916, dans un moment de découragement, qu'il avait vécu trop longtemps puisqu'il avait survécu au libéralisme. Il n'en reste pas moins que son parti a gouverné le pays les trois-quarts du temps depuis.

Ce qui m'amène à penser que nous ne devrions pas conclure d'un échec ou d'un recul occasionnel que nous sommes dépassés. L'approche et les attitudes libérales sont toujours indiquées, peut-être plus que jamais d'ailleurs: voir dans chaque défi une occasion qui peut déboucher sur des réalisations valables et réaliser par la vie publique les valeurs qui sont l'essence même du libéralisme -- l'affranchissement individuel de l'asservissement à la masse, la suppression des entraves afin que chaque être humain puisse s'épanouir en fonction de son potentiel et une adhésion passionnée à l'équité et à la justice, à l'égalité des chances et aux libertés civiles.

L'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord ont connu leurs révolutions et leurs guerres. La reconstruction et le développement de l'après-guerre ont amené une stabilité politique accrue, la justice fondamentale, une large mesure de justice sociale et la stabilité financière. Si je mentionne ces réalisations, ce n'est aucunement pour minimiser les tensions très réelles qui s'exercent sur nos systèmes financiers et monétaires, pas plus que je ne mésestime les niveaux exagérés du chômage et les cycles vicieux de l'inflation qui assiègent présentement toutes nos sociétés. Je veux plutôt souligner que contrairement à de nombreuses régions du globe, et notamment les pays en développement, nous demeurons un club sélect de privilégiés.

Ainsi, je crois que l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord ont un rôle spécial à jouer dans le dialogue Nord-Sud et que nous devons continuer à jouer ce rôle en dépit de nos propres difficultés.

L'Europe occidentale et l'Amérique du Nord ont eu un rôle particulier à jouer dans le système économique internationale. Il est intéressant de noter que l'Organisation des Nations Unies, telle qu'elle existe aujourd'hui, avec ses grandes institutions multilatérales, est dans une large mesure le résultat des plans de reconstruction et de développement du temps de la guerre. La Seconde guerre mondiale a commandé davantage de coopération économique que les guerres antérieures et la planification économique de l'après-guerre a débuté durant le conflit.

De façon très réelle, la guerre en Europe a déterminé le nouvel ordre économique. Il est tout aussi important que la philosophie qui soutient les principes de la Charte des Nations Unies soit essentiellement libérale et ce, dans un sens classique - fondé sur la liberté, l'ouverture d'esprit, la générosité et l'abolition des privilèges. L'aide même est devenue une partie intégrante des institutions démocratiques libérales. Cette évolution s'est manifestée dans les programmes multilatéraux et bilatéraux, bien qu'au début des années 50 - et le plan de Colombo l'illustre bien - la question de la sécurité ait jouée, tout comme elle le fait aujourd'hui.

Dans le contexte Nord-Sud, on retrouve la tradition libérale en soutien du mouvement d'accession à l'indépendance politique dans les pays en développement. Elle a favorisé les efforts subséquents pour encourager le maintien de l'adhésion aux droits de l'homme et au pluralisme dans les États nouvellement établis. Elle a accueilli le concept du non-alignement, faisant valoir parallèlement qu'il doit être authentique afin que les pays

en développement soient libres des tensions Est-Ouest qui souvent drainent les énergies de ceux qui en ont le plus besoin.

Je crois que la sécurité mondiale sera largement tributaire de la façon dont les gouvernements géreront les crises de la décennie en cours. Je crois également que la sécurité mondiale dépendra de la mesure dans laquelle les idées libérales peuvent survivre dans le climat économique actuel. L'économie du monde moderne n'autorise pas l'idéologie pure. Par ailleurs, si le secteur privé a beaucoup à offrir au processus du développement international, ce n'est pas une panacée et ne pourra jamais l'être. Les sociétés de la communauté mondiale sont trop complexes et trop différentes. À mon avis, c'est là une vérité qu'on ne peut ignorer.

Tous les pays en développement ne partagent pas les valeurs des démocraties occidentales. Souvent leurs infrastructures sont déficientes et il leur manque du personnel cadre qualifiée au niveau de leur économie et de leur bureaucratie. À d'autres égards, l'insuffisance des nécessités de la vie, telle que la nourriture et l'abri, conjuguée à l'analphabétisme et à la sous-éducation, fait souvent que les démocraties de type occidental ne peuvent servir de modèles immédiats.

D'autre part, les valeurs libérales, qui ont constitué la force vive de toutes nos sociétés, peuvent servir de catalyseurs d'un mieux-être dans de nombreux pays en développement. Les valeurs auxquelles je pense sont celles qui caractérisent un véritable libéral - quelqu'un qui peut incarner la modération et l'équilibre. Dans nos sociétés, le libéralisme a incarné une attitude qui mettait en valeur la justice dans la façon de procéder, l'égalité des chances, l'acceptation de la règle de droit et la protection des libertés civiles. Le point de vue libéral a plutôt favorisé une conception du gouvernement dans un rôle de catalyseur ou modérateur par rapport au secteur privé. Il a été associé aux politiques pragmatiques que l'on retrouve dans les économies mixtes.

Le libéralisme n'a pas été fait d'une tradition de politiques mais plutôt de principes - une tradition fondée sur la reconnaissance du fait que s'il peut y avoir des vérités éternelles, il ne peut y avoir de politiques éternelles. En ce sens, le libéralisme peut et devrait être la force motrice pour bon nombre de nouvelles nations, leur donnant la souplesse voulue pour développer des économies mixtes qui répondent aux besoins spécifiques de leurs populations tout en laissant au secteur privé la possibilité de pratiquer l'initiative fondée sur l'intérêt individuel. En rejetant le joug du colonialisme, les nouvelles nations ont trop souvent basculé dans des dictatures de la droite ou de la gauche, généralement au détriment d'un certain nombre de secteurs de leur société. À mon avis, le rôle des démocraties occidentales est non pas de tourner le dos à de telles sociétés, mais plutôt de les aider, grâce à leurs traditions libérales, à leurs contacts politiques, à leurs richesses, à s'orienter vers la modération et l'équilibre de façon que la population ne souffre pas indûment. Naturellement, c'est là le côté humain du dialogue Nord-Sud et il commande l'ouverture d'esprit dont j'ai parlé tantôt comme l'une des caractéristiques du libéralisme classique.

En des termes plus pragmatiques, je crois que les démocraties industrielles doivent établir dans les années 80 avec les pays en développement des relations politiques davantage marquées au coin de la maturité. Nous avons abondamment discuté hier de l'évolution actuelle des tensions Est-Ouest. Que l'optimiste à ce sujet soit possible ou non, nous pouvons et nous devons chercher à isoler davantage le tiers monde des différends Est-Ouest. Nous devons montrer que nos idées d'une communauté mondiale pluraliste correspondent à leurs objectifs d'indépendance et d'autodétermination.

Prenons à titre d'exemple les relations de l'Amérique du Nord avec les Caraïbes et l'Amérique centrale. Bien que les liens historiques du Canada aient été beaucoup plus forts avec les pays des Caraïbes que ceux de l'Amérique centrale, la région dans son ensemble revêt, dans une perspective mondiale, une importance stratégique et politique pour l'Amérique du Nord. Microcosme des problèmes mondiaux, le Bassin des Caraïbes, y compris la totalité de l'Amérique centrale, présente à mon avis de l'intérêt pour nous tous ici aujourd'hui, notamment en raison des épineuses questions que soulèvent les problèmes de la région au plan des politiques.

Proportionnellement, les crises auxquelles l'Amérique centrale est confrontée revêtent des proportions énormes. La chute des cours mondiaux a eu un effet dramatique sur leurs marchés d'exportation. L'instabilité politique perturbe sérieusement la vie au Guatemala et au Salvador où la guérilla ne semble pas vouloir se résorber. Les agissements du gouvernement du Nicaragua sont soumis à un examen sérieux en raison de la montée des violations des droits de l'homme sur son territoire et de ses activités politiques déstabilisatrices dans la région. Le Nicaragua est également aux prises avec la guérilla dans ses régions frontalières. Pour sa part, le Honduras a récemment fait l'objet d'attaques terroristes que l'on attribue aux forces qui appuient les guérilleros au Salvador. Même le Costa Rica, souvent qualifié de joyau de démocratie, a récemment été la victime d'activités terroristes sur son territoire. Nous nous plaignons de taux de chômage de l'ordre de dix pourcent alors qu'au moins l'un de ces pays compte plus de 50 pour cent de chômeurs. De surcroît, tous ces pays sont aux prises avec des taux d'inflation qui font penser à un derviche tourneur. Si l'on ajoute à cette liste la croissance de la dette publique, quel que soit le pays, il n'est pas difficile de voir qu'il existe un danger de graves explosions politiques. D'ailleurs, assaisonné des tensions Est-Ouest, la situation approche du point d'ébullition.

Au cours des trois dernières années, le Canada a entrepris des études globales de ses relations avec les Caraïbes et l'Amérique centrale, notamment en ce qui a trait à l'aide au développement. Dans le sillage de ces études, nous avons annoncé notre intention de doubler l'aide au développement que nous destinons aux pays des Caraïbes du Commonwealth et par ailleurs d'accroître substantiellement notre assistance à l'Amérique centrale. Nous nous sommes également joints à nos partenaires hémisphériques, les États-Unis, le Venezuela (et bilatéralement) la Colombie, dans le cadre de l'Initiative du Bassin des Caraïbes. Cette initiative est une expression collective de la volonté politique de

déployer tous les efforts possibles pour stimuler le développement socio-économique dans la région grâce à des programmes de coopération et sans préalables militaires ou politiques.

Le Canada est convaincu que l'instabilité actuelle dans la région est enracinée dans les conditions socio-économiques qui y existent - la pauvreté, la distribution inégale de la richesse et l'injustice sociale. Il se peut que les antécédents de certains de ces gouvernements, notamment au chapitre des droits de l'homme, soient pour nous source d'embarras, mais il nous faut poser la question. Nous éloignons-nous de ces pays, pointons-nous un doigt accusateur, ou essayons-nous, par des voies politiques, économiques et institutionnelles, de les encourager à faire un nouveau départ? (J'ai d'ailleurs été fort encouragé d'apprendre que votre mouvement a jugé bon d'organiser une réunion qui s'est tenue, si je ne m'abuse, la fin de semaine dernière au Nicaragua. C'est à l'occasion de réunions de ce genre que la théorie de dialogue Nord-Sud trouve une expression concrète).

L'Amérique centrale n'est certes pas la seule région du monde en développement qui est aux prises avec les extrêmes de la vie économique et politique. C'est d'ailleurs cette réalité qui m'amène à réitérer la nécessité absolue d'un engagement du monde occidental face aux questions Nord-Sud. Il ne fait aucun doute que nous du Nord sommes les peuples les plus riches et les plus libres de l'histoire de la terre. Aucun autre système n'a permis de soutenir les taux de croissance, l'évolution politique et le progrès économique dont nous avons pu faire bénéficier les peuples depuis la Seconde Guerre mondiale. Et pourtant, près d'un milliard d'êtres humains continue de subsister au confins de l'existence. Nous devons nous assurer qu'ils ont au moins accès aux besoins les plus fondamentaux - la nourriture, l'abri, les soins de santé, l'eau potable et l'éducation. Dans un monde de plus en plus petit, nous devons définir plus largement notre concept de voisin. Le malheur de nos frères humains commandent notre attention, au-delà des frontières nationales ou des idéologies qui peuvent nous séparer.

Dans ce contexte, par où commencer dans l'établissement d'un ordre du jour libéral pour les affaires Nord-Sud dans les années 80. En tant que libéraux, je crois que nous devons adopter comme point de départ la réalité, les faits - et ou des plus terribles d'entre eux à ma connaissance est la mort probable durant leur première année d'existence de 12 millions des 125 millions d'enfants nés cette année dans le tiers monde. Ils mourront de malnutrition ou de maladies transmises par l'eau ainsi que par suite de l'absence de soins médicaux. Ils s'inscriront dans l'histoire au titre des réalisations de notre génération - de fait, l'équivalent de deux holocaustes par année, et ce, bien que nous ayons les moyens de mettre fin à cette honte et bien que nous ne puissions certainement pas plaider l'ignorance.

En tant que libéraux, nous savons qu'une telle situation appelle des réformes. Nous savons également que le problème est mondial et transcende les frontières nationales. C'est pourquoi les libéraux de

toutes les nationalités ont aidé à édifier les institutions internationales qui sont nécessaires pour attaquer les problèmes mondiaux et pour permettre aux pays de participer sur une base équitable et ouverte aux affaires mondiales. Il est approprié que l'un des grandes déclarations libérales du siècle soit le préambule de la Charte des Nations Unies, où sont énoncés les objectifs qui devraient guider nos efforts toute notre vie durant: "préservier les générations futures du fléau de la guerre; ... proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits, des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites;... pratiquer la tolérance, vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage".

Deux points relativement nouveaux se signalent à l'ordre du jour des problèmes internationaux comme défis de taille dans les années 80 et au-delà.

Le point qui s'impose d'abord à notre attention est la recherche d'un ordre économique international plus juste et plus équitable qui permettra aux pays en développement de profiter d'une part plus grande du commerce, de la technologie et des capitaux du monde. Il n'est pas surprenant que le Nord ait rejeté les programmes compréhensifs d'action présentés par les pays en développement, et notamment la revendication d'un nouvel ordre économique international.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les principales puissances économiques ne consentiront pas à une restructuration radicale de l'ordre international. Par ailleurs, en tant que libéraux, nous savons que le changement est inscrit dans la vie, que les institutions doivent évoluer ou périr et que le système économique international, établi après la Seconde Guerre mondiale, n'est ni éternel ni si parfait qu'il ne souffre aucune réforme. D'ailleurs, on ne peut tous que constater qu'ils peinent sous le fardeau et qu'au moins une révision majeure s'impose. Nous pouvons également comprendre que le marché international recèle peu de promesses, notamment pour les pays les plus pauvres.

À mon avis, en tant que libéraux, notre rôle dans cette lutte capitale en ce qui concerne le système économique international est de briser l'impasse dangereuse qui s'est créée ces dernières années en trouvant des terrains communs, en travaillant à susciter la compréhension mutuelle entre le Nord et le Sud et en menant une campagne vigoureuse pour débloquer la situation et de créer une économie mondiale plus équitable.

Le second des nouveaux points que le réalisme impose à notre attention est quelque peu semblable. Il s'agit de la nécessité de trouver de meilleurs moyens de partager entre les États souverains la responsabilité d'une gestion davantage rationnelle et ordonnée du monde et de ses ressources. Nous rencontrons depuis quelques années un nombre croissant de problèmes majeurs - des pluies acides à l'Antarctique à l'espace extra-atmosphérique - qui débordent les frontières nationales ou les cadres traditionnels et à l'égard desquels il nous faut faire preuve de créativité.

Le Droit de la mer pourrait fort bien être le précurseur des nouveaux mécanismes juridiques qui pourraient enfin nous permettre de régler de façon pacifique les problèmes internationaux et les intérêts nationaux concurrents qui se posent à nous avec une acuité sans précédent - une façon d'appliquer la règle de droit et la rationalité libérale sur la scène internationale. La solution de rechange pourrait fort bien être le chaos - une planète pillée et à peine habitable par suite de la dégradation de l'environnement et du gaspillage des ressources, une tragédie où tous surexploitent le domaine public et où l'humanité est laissée sans rien.

J'ai mentionné certaines des questions globales et des principes généraux que je considère importants dans une approche libérale des relations Nord-Sud. Toutefois, les actions sont plus éloquentes que les mots et l'aide effective que chaque pays fournit au tiers monde est sans doute le meilleur révélateur de l'importance qu'il accorde aux problèmes auxquels sont confrontés les trois quarts de l'humanité.

En tant que pays donateur, le Canada s'est tenu au milieu du peloton. Nos apports d'aide publique au développement sont supérieurs à la moyenne de l'OCDE, mais en-deçà du niveau atteint par les pays scandinaves et les Pays-Bas. Toutefois, en 1980, j'ai pu annoncer aux Nations Unies que le Canada mettrait fin au déclin qu'avait connu son APD dans les années 70 et s'efforceraient d'atteindre un rapport APD/PNB de 1,5 % d'ici le milieu des années 80 et ensuite la cible de 0,7 % d'ici la fin de la décennie.

En plus de chercher à augmenter le volume de notre programme d'aide, nous nous efforçons également d'en améliorer le contenu et la focalisation. Nous poursuivons ce qui peut être appelé le modèle culturel du développement - l'idée selon laquelle le développement se situe au plan humain, passant par la culture et le mode de vie d'un peuple qui fait les adaptations nécessaires pour vivre dans l'autonomie et en harmonie avec son milieu.

Nous concentrons notre effort sur trois secteurs que nous considérons d'importance cruciale: l'agriculture et l'autonomie alimentaire; l'énergie, y compris les énergies nouvelles et renouvelables; et le développement des ressources humaines, notamment dans des secteurs comme la gestion et le savoir-faire technique.

Nous sommes également allés au-delà des cadres bilatéraux et multilatéraux habituels en créant un certain nombre de programmes spéciaux qui mettent à contribution pratiquement tous les éléments du secteur privé canadien, des Églises et groupes volontaires aux universités, associations professionnelles et sociétés privées.

Je crois que la coopération au développement devrait occuper une place assez spéciale dans nos priorités en tant que libéraux - car chaque fois que l'habitant d'un bidonville en Asie acquiert des capacités productives, chaque fois qu'une mère africaine a accès à de l'eau potable pour sa famille, chaque fois qu'un enfant latino-américain apprend à lire, c'est un autre coup contre l'oppression et un pas de plus sur la voie de la libération de l'homme.

J'aimerais, au moment de conclure, ouvrir rapidement une fenêtre sur l'avenir, tel que je le vois, des relations Nord-Sud d'ici la fin du siècle. En partie à cause de la croissance économique rapide des années 50 et 60, des progrès réels ont été faits dans le tiers monde: l'espérance de vie est passée de 42 à 55 ans en un quart de siècle et les inscriptions à l'éducation primaire ont doublé à l'échelle mondiale entre 1960 et 1975. Il sera très difficile de réaliser dans les années 80 et 90 des progrès pareils.

Nous sommes confrontés à des contraintes variées. Les pays en développement doivent affronter un endettement écrasant, des problèmes de balance de paiements aigus et des programmes d'ajustement difficiles. Il est de très mauvais augure que le revenu réel par habitant dans le tiers monde soit à la baisse en termes absolus pour la première fois depuis la fin des années 50, déclin qu'il faut également voir en termes de souffrance humaine.

Entre temps, dans les pays développés l'inquiétude économique est omniprésente, les fonds pour la coopération au développement sont à la baisse et le cynisme à la hausse en ce qui concerne notre capacité de faire face à la situation sur les plans intérieur ou international.

Pouvons-nous tirer des enseignements du passé? Paradoxalement, je crois que les difficultés actuelles portent en elles la semence de progrès dans l'avenir - en effet, l'interdépendance mondiale est devenue si évidente et nous disposons d'un cadre institutionnel beaucoup plus solide sur lequel travailler que n'avait la communauté internationale dans les années 30.

Ce sont ces nouvelles réalités que nous devons soumettre à nos électeurs. Si nous échouons, nos adversaires réussiront avec des politiques qui ne reflètent qu'une partie de la réalité. Nous devons nous assurer du large appui public qui avalisera les décisions raisonnables. Notre objectif en tant que libéraux, dans notre pays et dans le monde, doit être, pour reprendre les mots du poète canadien Louis Dudek, "la libération du moi individuel ... oeuvrant toujours pour le moment et l'espace présents, ce moi, pour trouver le sens caché de toutes choses - c'est là la grande aventure. Non pas une sombre perspective, mais un horizon infini de possibilités". Cet "horizon infini de possibilités" est une vision libérale du futur du monde.